



Mesdames et Messieurs les Représentants des États Membres,

Nous avons le plaisir de vous faire part des résultats de la deuxième réunion de direction de haut niveau des organisations des Nations Unies dont le siège est à Rome et qui œuvrent dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Organisée le 15 avril au siège du FIDA, elle a réuni une quarantaine de responsables de la FAO, du FIDA et du PAM afin de débattre de la collaboration entre ces organisations en ce qui concerne les opérations de terrain, l'administration et les systèmes institutionnels.

Nous nous félicitons vivement de l'issue de cette réunion et poursuivons notre collaboration, sous la conduite des adjoints des chefs de Secrétariat de la FAO, du FIDA et du PAM. La prochaine réunion, qui se tiendra dans le courant du dernier trimestre de 2010, sera accueillie et organisée par le PAM.

Nous sommes parvenus aux principales conclusions suivantes:


1. Les enseignements tirés des activités menées conjointement par les trois organisations en Haïti, après le séisme qui a dévasté le pays, ouvrent la voie à une collaboration au Niger, où se profile une crise de la sécurité alimentaire. Dans le cas d'Haïti, l'équipe spéciale s'est dans un premier temps efforcée de répondre aux urgences à caractère humanitaire; ainsi, le PAM a pris en charge la distribution de vivres et la FAO a assuré la coordination de la fourniture de semences et d'intrants agricoles. La distribution de semences organisée par la FAO, avec l'appui du FIDA notamment, afin de faire en sorte que cette campagne de semis soit productive, a déjà bénéficié à 9 000 familles. Par ailleurs, le FIDA a approuvé l'allocation de 2,5 millions d'USD en faveur d'un programme de relèvement des zones rurales touchées par le séisme, et les trois organisations collaborent afin de promouvoir des programmes d'emploi temporaire susceptibles de résoudre les problèmes d'érosion des sols et d'améliorer l'infrastructure rurale. Les trois organisations ont également mené des évaluations conjointes et se sont attachées à ce que les besoins en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture et de nutrition soient dûment pris en compte dans l'évaluation de l'impact du séisme dans les zones rurales ainsi que dans le plan d'investissement agricole ayant pour objet d'y porter remède.
2. Les trois organisations sont préoccupées par l'absence de progrès concernant le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1), à savoir réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici à 2015. Avant le Sommet sur les OMD, qui se tiendra en septembre, des messages forts seront diffusés pour traduire notre engagement commun en faveur de la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions, y compris la sécurité nutritionnelle, sans oublier les questions liées au changement climatique, au commerce, aux conflits et à la parité hommes-femmes. Nous nous efforcerons également de mettre en exergue que la sécurité alimentaire et l'agriculture sont essentielles à la réalisation de l'OMD 1 et soulignerons le rôle catalyseur qu'il exerce sur les autres OMD. Nous encouragerons tout particulièrement l'inclusion de la sécurité alimentaire et l'octroi d'une place particulière à la croissance agricole dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement à l'échelle nationale dans les pays en développement.

3. La Semaine mondiale de l'alimentation – qui se déroulera du 11 au 17 octobre 2010 – sera pour nous l'occasion d'attirer l'attention du monde sur l'action en faveur de la sécurité alimentaire et d'illustrer la réussite de nos interventions communes. Il a été décidé que chaque organisation accueillerait au moins un événement conjoint. Afin que notre champ d'action s'étende au-delà de Rome, nous doterons nos bureaux dans les pays des moyens de communication nécessaires et les encouragerons à célébrer cette Semaine mondiale afin qu'elle ait véritablement une portée mondiale.
4. Nous avons reçu un rapport sur les progrès de l'unité pilote commune de gestion des achats, dont les activités ont démarré en janvier dernier. Il s'agit d'une initiative conjointe pour la passation des marchés qui correspond à une enveloppe de 100 millions d'USD et qui devrait permettre de faire des économies et améliorer l'efficacité des actions dans ce domaine. Ce programme pilote est basé sur notre expérience passée en matière d'appels d'offres conjoints pour les services bancaires, les agences de voyage, les services collectifs et les services de dépositaire pour nos fonds. Par ailleurs, nous avons conclu des accords concernant les sauvegardes informatiques et nous nous attachons à promouvoir une utilisation commune de nos bureaux dans les pays. La première évaluation conjointe FAO-PAM, qui concernait les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, a également mis en lumière les forces complémentaires des deux organisations et a recommandé de développer ultérieurement cette stratégie commune afin d'améliorer la durabilité et la transparence des résultats.
5. Un autre exemple du renforcement de cette collaboration est représenté par l'utilisation accrue, au moins deux fois plus que par le passé, au cours des deux dernières années, par le FIDA des services techniques du Centre d'investissement de la FAO pour la préparation des projets. En 2010, le FIDA envisage de mettre en place un programme de 4 millions d'USD avec le Centre.
6. Nous avons décidé de tenir dès que possible la deuxième réunion de l'équipe chargée de la gestion de la sécurité des trois organisations dont le siège est à Rome, sur le thème de l'évaluation des risques liés à la sécurité, l'objectif étant de définir un programme conjoint de gestion de la sécurité.


Par ailleurs, nous avons dressé le bilan des avancées réalisées depuis notre dernière réunion, en novembre 2009, lorsque nous avons lancé notre stratégie de coopération et sommes convenus de la voie à suivre.

Avant la prochaine réunion, nous veillerons à intensifier notre collaboration. Nous vous tiendrons au courant de nos réalisations, au fur et à mesure que nous progresserons dans notre action commune de lutte contre la faim et la pauvreté.


Veillez agréer, Mesdames et Messieurs les Représentants, l'assurance de notre haute considération.



Jacques Diouf



Kanayo F. Nwanze



Josette Sheeran